

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 09/09/2022 de l'établissement SOC PHOSALU REVETEMEN METAUX implanté 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 GENNEVILLIERS, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Eau - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014 article : 19 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Produits chimiques - Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019 article : 1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Rejets aqueux - Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019 article : 2 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Rejets atmosphériques - Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019 article : 3 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Désenfumage - Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019 article : 4 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014 article : 9.2 - délai : 6 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Contrôle de la liste des appareils à pression - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 6.III - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Vérification des échéances de l'inspection périodique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 15.I - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Principe de gestion des déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014 article : 15 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Principe de gestion des déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014 article : 16 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Produits chimiques - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006 article : 11 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

Nanterre, le 26/01/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX

202 RUE DES CABOEUFs
BP 50
92234 GENNEVILLIERS

Références : 31178
Code AIOT : 0006506290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX implanté 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX
- 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 GENNEVILLIERS
- Code AIOT : 0006506290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Phosalu est spécialisée dans le traitement de surfaces de métaux par voie chimique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection précédente du 09/10/19 ;
- La gestion des déchets ;
- Les produits chimiques ;
- Les équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 9.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Produits chimiques	Lettre du 08/11/2019, article 1	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
4	Rejets aqueux	Lettre du 08/11/2019, article 2	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Rejets atmosphériques	Lettre du 08/11/2019, article 3	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Désemfumage	Lettre du 08/11/2019, article 4	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Principe de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Principe de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
10	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
12	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
15	Principe de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 17	/	Sans objet
16	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 11 non-conformités dont quatre qui sont maintenues depuis 2018. Les non-conformités portent sur la réalisation de la surveillance des rejets atmosphériques, la gestion des déchets, le suivi de la consommation d'eau et les produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel – Déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données relatives aux déchets et aux émissions des installations sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et déchets.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a fait aucune déclaration sur l'application GERE en 2022 au titre de l'année 2021. L'exploitant a affirmé à l'inspection qu'il n'avait aucune déclaration à effectuer car il n'a évacué aucun déchet. Il justifie cette situation par les conséquences de la baisse d'activité à cause de la crise sanitaire. L'exploitant a présenté à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) et aucun n'est daté de 2021. Enfin, il ajoute que le prestataire réclame une quantité minimale de déchets à traiter pour se déplacer sur site. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer sur l'application GERE quelque soit les émissions polluantes entre le 01/01 et le 31/03 de chaque année les émissions polluantes de l'année précédente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour limiter la consommation d'eau. Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs permettant d'établir la quantité des eaux prélevées. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le tableau de la consommation de l'eau pour les années 2017 à 2021. L'inspection des installations classées constate que la consommation d'eau est rigoureusement identique tous les mois pour les années 2018 / 2019 et 2017 / 2021 ce qui est impossible en pratique. L'exploitant a reconnu son erreur et a affirmé à l'inspection qu'il transmettrait les relevés mis à jour. L'exploitant devra transmettre à l'inspection les tableaux mis à jour et les justificatifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : L'exploitant devra tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel sera annexé un plan général des stockages. Cet état sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles sera limitée aux nécessités de l'exploitation. La non-conformité 1 de la visite d'inspection du 22/02/2018, concernant les rubriques 4000 et le classement du site, est maintenue. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le récapitulatif des produits dangereux détenus (nature du produit, quantité, etc.) et d'indiquer pour chacun d'entre eux, les rubriques 4000 correspondantes.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a toujours pas transmis le récapitulatif des produits dangereux détenus (nature du produit, quantité, etc.) ni indiqué pour chacun d'entre eux, les rubriques 4000 correspondantes. Cette non-conformité est maintenue depuis la visite d'inspection de 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : Les rejets des eaux résiduaires (Eaux Usées) seront effectués dans le réseau d'assainissement communal par un point de rejet situé rue des Caboeufs. Les rejets d'eaux résiduaires seront limités uniquement aux eaux usées domestiques (eaux vannes par ex) et aux eaux pluviales de toiture et de stationnement de véhicules. Ces rejets devront être conformes aux valeurs limites d'émission fixées dans l'autorisation de raccordement au réseau public en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité locale à qui appartient le réseau. [...]. Un point de prélèvements d'échantillons et de mesures sera aménagé avant le collecteur d'assainissement. Ce point sera aisément accessible et présentera des caractéristiques permettant d'intervenir en toute sécurité et de réaliser des mesures représentatives. Ces installations devront être accessibles à tout moment et entretenues en bon état. Un contrôle des valeurs limites pour les Eaux Pluviales sera réalisé par un laboratoire agréé au moins réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Concernant la non-conformité n° 4 de la visite d'inspection du 22/02/18, l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des rejets d'eaux pluviales. Cependant, l'exploitant a indiqué que les opérations de traitement de surface se font principalement à froid et les installations sont situées à l'intérieur du bâtiment, de même que les stockages de produits chimiques. Le risque de lessivage est peu élevé. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de ses rejets d'eaux pluviales.</p>
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a toujours pas réalisé le contrôle des émissions polluantes dans les rejets d'eaux pluviales comme le réclamait l'inspection dans son rapport du 08/11/19.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : Une autosurveillance des rejets atmosphériques sera réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance portera sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assurera notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau...). Le bon traitement des effluents atmosphériques sera vérifié notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvements et d'estimation des teneurs. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à la condition 48 est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</p> <p>Concernant la remarque n°3 de la précédente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôles de rejets atmosphériques cette année, ni en 2018. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de ses rejets atmosphériques.</p>
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas réalisé le contrôles des émissions des rejets atmosphériques depuis l'année 2018 incluse. Cette non-conformité est maintenue depuis 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Lettre du 08/11/2019, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation de traitement de surface sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Non-conformité n°? : L'exploitant dispose d'installations de désenfumage. Cependant, ces installations n'ont pas été vérifiées. Il est demandé à l'exploitant de vérifier ses installations de désenfumage.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le dernier rapport de contrôle des installations de désenfumage réalisée par l'organisme Bureau Veritas et daté du 06/09/22. L'opérateur a relevé une non-conformité et a demandé à remettre en état de fonctionnement le dispositif de fermeture de désenfumage naturel. L'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu du contrôle complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a affirmé à l'inspection des installations classées qu'il ne possédait qu'un seul équipement sous pression (ESP) et qu'il ne possède pas de liste des ESP. L'exploitant devra constituer un classeur de suivi en exploitation du réservoir d'air.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention de la société Plug-In industry relatif à l'inspection périodique de la cuve d'air comprimé daté du 08/06/22. L'inspection périodique est constituée d'une vérification visuelle intérieure et extérieure et d'un contrôle documentaire de l'équipement sous pression. Le rapport conclut que l'état de l'équipement est satisfaisant et peut être maintenu en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que le réservoir d'air Pauchard a été mis en service en 2016 et la première inspection périodique a été réalisée en 08/22 alors que l'échéance réglementaire était de 4 ans. L'exploitant devra mettre en place des actions correctives pour ne plus dépasser les échéances réglementaires des inspections ou requalifications périodiques réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 20/11/17 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que l'équipement qui a été contrôlé est installé et exploité dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate que le réservoir d'air contrôlé est maintenu en bon état de fonctionnement. Il ne présente pas de déformation ou de traces de corrosion apparentes. L'état du revêtement est satisfaisant. Toutefois, lors de l'inspection périodique, l'opérateur a constaté que la soupape de sécurité était illisible. L'exploitant devra procéder à son remplacement et transmettra à l'inspection un bon d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 12 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le réservoir d'air Pauchard est équipé d'un accessoire de sécurité type soupape mais n'a pas pu être contrôlé car inaccessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Principe de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La caractérisation des déchets dangereux vise à connaître la composition physico-chimique des déchets et son potentiel dangereux. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. L'exploitant procède a minima une fois par an à la caractérisation des déchets dangereux issus de ces activités. Une nouvelle caractérisation est conduite dès qu'une modification des matières premières mises en œuvre ou du procédé de fabrication qui génère le déchet dangereux est susceptible d'avoir un impact sur les caractéristiques de ce dernier. Les résultats des essais de caractérisation des déchets dangereux réalisés en application du présent article sont consignés dans une fiche d'identification tenue à jour. Cette fiche comporte à minima les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">-le code du déchet selon la nomenclature en vigueur ;-la dénomination du déchet ;-le procédé de fabrication dont provient le déchet ;-son mode de fonctionnement ;-la filière d'élimination prévue.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées plusieurs fiches d'identification des déchets qui sont emportées et traitées par le prestataire SARP Industries. Elles comportent la dénomination du déchet , le procédé de fabrication dont provient le déchet, son mode de fonctionnement et la filière d'élimination prévue. En revanche, le code du déchet selon la nomenclature en vigueur apparaît sur le modèle de fiche d'identification mais n'est pas complété. L'exploitant devra s'assurer de la complétude des données minimum réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Principe de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Avant collecte par un organisme agréé, les huiles usagées sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions qui préviennent les risques de mélange avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Avant leur collecte, les piles et accumulateurs usagés sont stockés dans des conteneurs étanches spécialement conçus à cet effet. L'exploitant établira et tiendra à jour un plan des stockages et de regroupement des déchets. Ce plan précisera pour chaque zone repérée, la nature et la quantité des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. Ce plan est régulièrement mis à jour, à minima une fois par trimestre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La quantité totale de déchets générés en grande quantité présente sur le site ne doit pas dépasser la quantité de déchets produite en un trimestre. Cette disposition vise à la fois les déchets dangereux et les déchets non dangereux. Pour les déchets dangereux et non dangereux produits en quantité inférieure à 500 kg/an, l'exploitant est tenu de procéder à leur évacuation à minima une fois par an.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les déchets dangereux sont posés sur des cuves de rétention aménagées pour récupérer les éventuels liquides déversés et sont stockés dans des bidons appropriés. L'exploitant a présenté un plan des stockages et de regroupements des déchets. L'exploitant devra compléter ce plan en précisant la nature et la quantité des déchets. Pour rappel, ce plan doit être mis à jour au moins tous les trimestres. Enfin, l'exploitant n'a procédé à aucune évacuation des déchets dangereux ou non dangereux en 2020 et 2021 alors qu'une évacuation par an minimum est requise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Principe de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Tout épandage sur des terres à vocation agricole ou forestière est interdit.</p> <p>Constats : L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il a mandaté la société SARP Industries pour procéder à l'enlèvement et au traitement des déchets dangereux qu'il produit. SARP Industries est une filiale de Veolia spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite " consommation spécifique ", la plus faible possible. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation. Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : -les eaux de rinçage ; -les vidanges de cuves de rinçage ; -les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; -les vidanges des cuves de traitement ; -les eaux de lavage des sols ; -les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : -les eaux de refroidissement ; -les eaux pluviales ; -les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage). II.-La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excédera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
<p>Constats : L'exploitant a précisé à l'inspection des installations des classées que son procédé industriel ne nécessitait pas un apport d'eau permanent car tout fonctionne en circuit fermé. C'est pourquoi il ne procède pas au calcul de la consommation d'eau spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les trois fiches de données et de sécurité suivantes sélectionnées par sondage : Surtec650 datant du 08/07/15, Agicom BlackFast181, datée du 10/01/12 et Ampère DEOXL2310 datée du 17/06/15. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection que les FDS étaient à jour comme le requiert le règlement CLP. L'inspection a constaté que les bains de traitement portaient en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. L'exploitant devra justifier que l'ensemble des fiches de données et sécurité dont il dispose sont à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois